

ÉVÉNEMENTS

6 avril 1994

Génocide au Rwanda

 Ce document existe en version intégrale pour les Amis d'Hérodote

Le 6 avril 1994, le président-dictateur du Rwanda, Juvénal Habyarimana, est tué dans un **attentat contre son avion personnel**. Ses fidèles de la majorité *hutu* entreprennent aussitôt le massacre de la minorité *tutsie* (10% de la population) et des *hutus* modérés.



En trois mois, 800.000 innocents sont massacrés à coups de machette. C'est l'un des génocides du XXe siècle, défini comme tel par l'ONU, comme le génocide arménien et le génocide juif.

La fuite de très nombreux réfugiés et militaires vers les pays voisins entraîne la déstabilisation de l'Afrique des Grands Lacs. On estime que la succession de conflits issus de ce drame est à l'origine de plus de quatre millions de morts au Rwanda, au Burundi et surtout en République démocratique du **Congo (RDC ou Congo-Kinshasa, ex-Zaïre)**. En 2006, l'insécurité y fait encore plus de mille morts par jour d'après *Amnesty International*...

Clivages sociaux



Le Rwanda (capitale : Kigali) et son frère jumeau le Burundi (capitale : Bujumbura) sont deux pays atypiques en Afrique...

Anciennes colonies belges, comme l'immense **Congo (ex-Zaïre)** voisin, ils sont moins étendus que la Bretagne mais trois à quatre fois plus peuplés (environ 27.000 km² et 9 millions d'habitants chacun). Leur isolement au cœur du continent noir, sur des hauts plateaux volcaniques, leur a permis d'échapper dans les temps anciens à la traite arabe et à la traite européenne.

Cela, ainsi que la douceur du climat et la fertilité du sol, explique une densité de population très élevée.

Les habitants appartiennent au même groupe de population, la tribu des *Banyarundas*. La seule division qui traverse ces pays - mais elle est de taille - est sociale. Depuis des temps immémoriaux, les Banyarundas sont divisés en trois groupes que **Ryszard Kapuscinski** assimile à des castes :

- les éleveurs de bétail ou *Tutsis* (environ 14% de la population du Rwanda en 1994), qui composent la noblesse,
- les agriculteurs ou *Hutus* (85% de la population),
- les domestiques ou ouvriers, ou *Twas* (1% de la population) ; d'aucuns voient dans ceux-ci les derniers représentants de chasseurs pygmées.

La «*Toussaint rwandaise*»

Dans les années 1950, la situation se gâte du fait, en particulier, de la pression démographique. En quête de pâturages supplémentaires, les éleveurs *tutsis* grignotent les champs des agriculteurs *hutus*. Plus instruits que ces derniers, ils en viennent à réclamer l'indépendance dans le dessein de consolider leur suprématie.

Les colonisateurs belges, qui se sont appuyés jusque-là sur les *Tutsis* pour l'administration du royaume, s'inquiètent de leurs prétentions. Ils jugent l'indépendance prématurée et pour la différer, encouragent les revendications *hutues*. C'est ainsi que des *Hutus* ressortent un mythe scientifique selon lequel les *Tutsis* seraient des intrus venus de la région du Nil... et les invitent à y retourner ! La tension débouche le 1er novembre 1959 sur une révolution sociale, la première et la seule qu'ait connue le continent noir.

Cette «*Toussaint rwandaise*» se solde par des dizaines de milliers de morts. Un nombre équivalent de *Tutsis* se réfugient dans les pays voisins (Ouganda, Congo, Burundi). Ils s'installent dans des camps, au pied des hauts plateaux rwandais, dans la nostalgie de leurs pâturages et de leurs troupeaux. C'en est fini de la suprématie *tutsie* au Rwanda.

Par contre, au Burundi, où les *Hutus* tentent en 1972 de suivre l'exemple rwandais, l'armée réplique avec brutalité. 100.000 *Hutus* sont massacrés et les *Tutsis* conservent le pouvoir. Suite à ces événements, l'année suivante, un coup d'État amène au pouvoir au Rwanda le général Juvénal Habyarimana. Le pays est mis en coupe réglée par son clan.

Français et Américains s'invitent dans le conflit

Le 30 septembre 1990, dans l'Ouganda voisin, des militaires tutsis quittent leurs casernes et pénètrent au Rwanda en vue de récupérer la terre de leurs ancêtres. Ces exilés déterminés, convertis à l'anglais, attirent l'attention des Américains au moment où ceux-ci commencent à s'intéresser à l'Afrique...

C'est l'affolement à Kigali, dans le clan Habyarimana, où l'on commence à faire les valises. Mais voilà que le dictateur reçoit l'appui inespéré du président de la République française, François Mitterrand... Quelques centaines de parachutistes blancs dissuadent les Tutsis de Paul Kagamé de poursuivre plus avant leur offensive. Le régime est sauvé mais pas pour longtemps.

En prévision de l'ultime affrontement, que chacun sait inéluctable, le «*Hutu Power*» du dictateur forme dans tous les villages une milice hutue, les *Interhamwe*, ce qui signifie «*Frappons ensemble*». Habyarimana porte aussi les forces armées rwandaises (FAR) de 5.000 à 35.000 hommes. Mais les militaires français doivent suppléer à tous les niveaux aux défaillances de cette troupe de bric et de broc.

Les combats reprennent en juillet 1992 au nord du pays et en février 1993, Paul Kagamé procède à une «*épuration ethnique*» dans la zone tenue par ses troupes. Des centaines de milliers de Hutus sont chassés vers Kigali.

La radio des *Mille Collines* lance de premiers appels au meurtre des Tutsis, qualifiés de «*cancrelats*». A Paris, on commence à se rendre compte du danger et l'on décide de passer le relais à l'ONU.

Le 4 août 1993, les frères ennemis entament des négociations à Arusha, capitale de la Tanzanie voisine. 2500 *Casques bleus* sont déployés au Rwanda et les militaires français peuvent enfin se retirer.

Dans les pays anglophones de la région, cependant, les «*conseillers*» américains commencent à débarquer en nombre. La perspective d'une prise de pouvoir par les Tutsis anglophiles et l'éviction de la France ne seraient pas pour déplaire aux diplomates de Washington...

Le cauchemar

Le 4 avril 1994, la paix est signée à Arusha. A Kigali comme dans le camp de Paul Kagamé, beaucoup grincent des dents en regrettant d'être ainsi privés de leur victoire... C'est alors que survient l'attentat contre l'avion qui ramène d'Arusha le président Habyarimana et son homologue burundais.

Dès le lendemain, les militaires massacrent la Premier ministre, une Hutu modérée et les dix *Casques bleus* belges chargés de sa protection. Le clan Habyarimana et les extrémistes du «*Hutu Power*» mettent en branle le plan auquel, semble-t-il, ils songeaient depuis longtemps. Rien moins que l'extermination des Tutsis (et des Hutus modérés) avec le concours de toute la population.

Les souvenirs anciens, les peurs et les haines transmises de génération en génération guident le bras des assassins. Parmi eux, nombre d'ecclésiastiques prompts à éliminer les Tutsis réputés mauvais chrétiens !

Tandis que les Casques bleus et les étrangers plient bagage en toute hâte, les troupes tutsies du FPR entament leur marche vers Kigali où elles font leur entrée le 4 juillet 1994. Las, l'irréparable a été accompli avec le massacre de pas moins de 800.000 gens de toutes conditions.

La France a pu évacuer en catastrophe les principaux chefs du «*Hutu Power*» responsables du génocide, en particulier la veuve Habyarimana. Taraudée par le remords de n'avoir pas su prévenir le drame, elle lance le 22 juin 1994 l'opération *Turquoise* en vue de pacifier ce qui peut l'être. 2.500 militaires débarquent à Goma, au Zaïre, et à partir de là établissent une «*zone humanitaire sûre*» dans le sud du Rwanda.

Par centaines de milliers, cette fois, ce sont des Hutus qui fuient la vengeance des Tutsis. Ils se rendent dans la province zaïroise du Kivu et à leur tour vont connaître la désespérance des camps. Des militaires et des miliciens hutus profitent aussi de l'opération *Turquoise* pour s'établir au Kivu et y répandre la guerre.

Le drame va déstabiliser durablement l'Afrique des Grands Lacs et en premier lieu l'immense et fragile Zaïre (ou République «*démocratique*» du Congo). On évalue à plusieurs millions les victimes de ce conflit interminable qui fait encore, semaine après semaine, à l'Est du Congo, des milliers de meurtres, de mutilations et de viols...

Renversement des alliances

Après le génocide de 1994, le Rwanda est passé sous la domination de la minorité tutsi, avec à sa tête Paul Kagamé, qui a grandi en exil en Ouganda, dans un milieu anglophone. Révulsé par l'attitude équivoque des gouvernants français et belges et irrité par les **procédures judiciaires** lancées de Paris contre ses proches, accusés d'avoir commis l'attentat meurtrier contre Habyarimana, le chef du FPR a pris ses distances avec la «*Françafrique*» (collusion d'intérêts diplomatique-affairistes entre Paris et ses anciennes colonies).

C'est ainsi que le Rwanda a provisoirement rompu ses relations diplomatiques avec la France et, en novembre 2009, obtenu son **intégration dans le Commonwealth**, club anglophone qui réunit une quarantaine d'anciens pays de l'Empire britannique. Il a aussi remplacé le français par l'anglais comme langue officielle ; un précédent de

mauvais augure pour la francophonie en Afrique.

Commentaire : les errements d'un juge

«*Héros*» de la **lutte anti-terroriste** dans les années 1980, le juge Jean-Louis Bruguière s'est vu confier l'enquête sur la mort des pilotes français lors de l'attentat de Kigali (6 avril 1994). En novembre 2006, il a avancé l'hypothèse que l'avion présidentiel aurait été atteint par deux missiles tirés par des *Tutsis* du FPR de Paul Kagamé, l'actuel président rwandais.

Ce dernier a riposté en rompant les relations diplomatiques avec la France et en reprenant à son compte les accusations de complicité de génocide adressées dès 1994 à la France et à son armée.

Jean-Louis Bruguière n'en est pas à son coup d'essai. Il a aussi enquêté sur un attentat qui a coûté la vie à onze ingénieurs français à Karachi (Pakistan), le 8 mai 2002. D'emblée, il a évoqué la piste *alQaida* et écarté une autre piste : une implication des services secrets pakistanais, liée à une affaire de corruption à propos d'un contrat d'armement conclu en 1995 par le gouvernement français.

Chargé en 2003 de l'enquête sur **la mort des moines de Tibéhérine**, qui impliquait la sécurité algérienne et la DST française, le juge a enterré le dossier jusqu'en 2007. À ce moment-là, il a quitté ses fonctions et s'est présenté aux élections législatives comme candidat de l'UMP, le parti présidentiel.

Après avoir consommé la rupture avec Paul Kagamé, le président Nicolas Sarkozy tente de renouer les liens en l'accueillant à Paris le 12 septembre 2011.

Selon l'opinion exprimée par *Le Temps* de Genève, cette réconciliation vient singulièrement à contretemps, alors que le dictatorial Kagamé est contesté dans son propre pays et sur le point de perdre le pouvoir... comme avant lui d'autres «*partenaires*» du président français (Kadhafi, Ben Ali, Moubarak).

Votre avis

Avez-vous apprécié cet article ? **OUI** **NON**

Vos suggestions

Les commentaires des Amis d'Hérodote

Les commentaires sur cet article :

Nicole Muchnik (13-12-200918:58:22)

merci André Laramé pour votre approche du génocide Rwandais. Je cherche néanmoins des documents sur l'implication de l'Eglise catholique, Pères Blancs, Opus...

Maxime Vinckenbosh (03-10-200709:01:03)

Pour avoir vécu 6 années au Rwanda (1977-1983), je puis affirmer que les tensions existaient réellement à cette époque entre les différentes catégories de population. On savait que la guerre allait éclater mais quand? Bien des signes avant-coureurs existaient. Merci pour votre article, très bien documenté. Le reste du monde se rappelle bien de cette guerre qui avait fait toute l'actualité mais nos enfants s'en souviendront-ils?

Thierry (27-11-200611:53:43)

Merci pour cet article une fois de plus parfaitement documenté et construit et en rapport avec l'actualité.

Pour info, je crois que l'ONU reconnaît quatre génocides au XXème siècle, avec le massacre des Bosniaques de Srebrenica par les Serbes en 1995. Et bien que l'ONU qualifie de massacre, je crois que l'assassinat de 1 à 3 millions de Cambodgiens peut lui-aussi être qualifié de génocide, au sens moderne de tueries de masse pour des raisons idéologiques...

Sincèrement,

TM

Les Amis d'Hérodote peuvent envoyer un commentaire sur cet article.